



Le nouvel Equateur, Correa gagne et prévient : « La dette extérieure est illégitime ».

Par [Roberto Zanini](#)

Mondialisation.ca, 30 septembre 2008

30 septembre 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

Bienvenus dans le « socialisme du 21ème siècle », bienvenus dans le pays qui a le dollar comme monnaie mais le bien-être de tous comme base, où se trouve (pour pas longtemps) la plus grande base militaire étasunienne de la côte Pacifique mais où la nature devient titulaire de droits et où l'Etat contrôlera le pétrole et les télécommunications. Le référendum approuve la nouvelle Constitution, l'Equateur est le premier pays de la « ola » de gauche à opérer sa refondation. Le jeune président Rafael Correa (45 ans, ex-séminariste, études économiques aux USA) arrive plus loin que ses collègues et voisins les plus radicaux. Au Vénézuéla la deuxième réforme constitutionnelle drastique de Hugo Chavez a été rejetée fin 2007, premier scrutin perdu par le président bolivarien. Et en Bolivie Evo Morales a dû affronter un rot de guerre civile pour cette constitution indigéniste approuvée dans une caserne par les votes de son seul parti, tandis que les gouverneurs sécessionnistes préparaient la mise à feu et à sang du pays.

En Equateur au contraire, Rafael Correa a gagné un référendum qui portait autant sur la nouvelle Constitution que sur lui : la nouvelle charte fondamentale a obtenu 65% des suffrages, les non sont restés d'un poil sous la barre des 30%. Ça c'est soldé par un 50-50 jusque dans la forteresse de l'opposition, à Guayaquil, la deuxième et la plus riche ville du pays, fief du leader du front anti-Correa, le maire Jaime Nebot. Vidés les vieux partis (huit présidents en dix ans, les derniers chassés par la fureur populaire), dans l'opposition se trouvaient : les églises, les évangéliques et la catholique de l'archevêque Opus Dei Antonio Arregui, opposition officiellement épouvantée par la reconnaissance des couples homosexuels et par le risque de légalisation de l'avortement. Il y avait aussi les leaders des entrepreneurs qui ont peur de la méfiance des marchés face aux « plans quadriennaux » que la nouvelle Constitution assigne au gouvernement. On y trouve aussi les ex mega-riches du groupe *Filabanco*, que Correa a nationalisé après une énorme faillite. Mais ils ont perdu, et cette fois pas de cassure verticale du pays : le président, avec peut-être quelque excès de modération, a battu aussi la campagne de haine que l'opposition a essayé de monter.

Les problèmes, s'il y en a, sont à sa gauche. Il a donné l'avis d'expulsion à la base étasunienne de Manta, il a refinancé l'aide publique en augmentant (plus de 143% par an) les dépenses de l'Etat, il a lancé des programmes environnementaux ; mais il a aussi des ambitions explicites pour le secteur minier et le business-friendly (? NDT) ; il a rompu avec l'homme des mouvements sociaux au gouvernement, Alberto Acosta, et, plus récemment, avec sa propre porte-parole, Monica Chuij, qui a quitté l'*Allianza Pais* -le mouvement de Correa- pour se rallier aux *Conaie*, la centrale politique indigène dont le leader Marlon Santi a convoqué un sommet des mouvements à Cuenca, pour déclarer la guerre aux mines.

Mais l'ampleur du succès pourrait suffire au président, qui cherche la réélection (avec la nouvelle Constitution il peut le faire : élections probables début 2009 et quatre probables années de mandat, plus quatre autres en 2013) ; et ses déclarations ont été claires. « Nous garantirons la liberté d'entreprise », mais en ajoutant que les royalties provenant des 8% payés par les entreprises minières étrangères sont « absolument inadéquates », et que sur les prochains contrats, « seront appliqués des royalties à 80% ». Quant à la dette extérieure, Correa a clairement dit qu'« il est possible qu'une partie de celle-ci soit considérée comme illégale et donc à ne pas payer » ; et que si l'Etat se trouvait à court il ne ferait pas de coupes dans les programmes sociaux mais sur le remboursement de ses bons. La dette de l'Equateur est d'environ 10 milliards de dollars, suffisante pour étrangler une nation de 13 millions d'habitants, mais soixante fois moins que le crack de Lehman Brothers et de beaucoup d'autres que le gouvernement des Etats-Unis s'apprête à assainir allègrement (*assainissement et allégresse à suivre... NDT*)

Edition de mardi 30 septembre de **il manifesto**

<http://www.ilmanifesto.it/oggi/art48.html>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Roberto Zanini](#), Mondialisation.ca, 2008

Articles Par : [Roberto Zanini](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca